



Conseil de sécurité

Distr. générale
31 octobre 2006
Français
Original : espagnol

Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004)

Note verbale datée du 29 octobre 2006, adressée au Président du Comité par la Mission permanente de la Bolivie auprès de l'Organisation des Nations Unies

La Mission permanente de la Bolivie auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004) et a l'honneur de lui faire tenir ci-joint le rapport présenté par la Bolivie sur les mesures qu'elle a adoptées en application de ladite résolution (voir annexe).



2

Annexe à la note verbale datée du 26 octobre 2006, adressée au Président du Comité par la Mission permanente de la Bolivie auprès de l'Organisation des Nations Unies

Paragraphe 1 et questions connexes évoquées aux paragraphes 5, 6, 8 a), b) et c) et au paragraphe 10

État : Bolivie

Date du rapport : 10 avril 2006

Votre pays a-t-il fait l'une des déclarations suivantes ou est-il partie à l'un des traités, conventions ou arrangements suivants?		Oui	Dans l'affirmative, veuillez préciser (signature, adhésion, ratification, entrée en vigueur, etc.)	Observations (on se reportera aux numéros de page de la version française du rapport ou au site Web officiel)
1	Déclaration générale sur la non-détention d'armes de destruction massive	X	<ul style="list-style-type: none"> – Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction, signée le 10 avril 1972, instrument d'adhésion déposé le 30 octobre 1975 – Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction, signée le 14 janvier 1993 et ratifiée par la loi n° 1870 du 15 juin 1998, instrument d'adhésion déposé le 14 août 1998 – Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, signé le 1^{er} juillet 1968, ratifié le 26 février 1970 par le décret n° 091120 – Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, signé le 24 septembre 1996, ratifié le 29 juillet 1999 par la loi n° 1988, instrument d'adhésion déposé le 4 octobre 1999 – Convention sur la protection physique des matières nucléaires, signée le 3 mars 1980, loi d'application promulguée le 5 décembre 2001 (loi n° 2288), instrument d'adhésion déposé le 24 juin 2002 – Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes (Traité de Tlatelolco), signé le 14 février 1967 et ratifié le 30 décembre 1968 – Statuts de l'Agence internationale de l'énergie atomique signés le 26 octobre 	Mêmes observations que celles figurant dans le premier rapport.

Votre pays a-t-il fait l'une des déclarations suivantes ou est-il partie à l'un des traités, conventions ou arrangements suivants?		Oui	Dans l'affirmative, veuillez préciser (signature, adhésion, ratification, entrée en vigueur, etc.)	Observations (on se reportera aux numéros de page de la version française du rapport ou au site Web officiel)
			1956 et ratifiés le 28 novembre 1962, adoptés par la résolution suprême n° 74889 du 13 septembre 1957	
2	Déclaration générale d'engagement en faveur du désarmement et de la non-prolifération	X	La Bolivie appuie sans réserve l'action que mène la communauté internationale en matière de contrôle, de désarmement et de lutte contre la prolifération des armes de destruction massive.	En tant que membre de la communauté internationale, la Bolivie entend mettre en œuvre les dispositions de la résolution 1540 (2004).
3	Déclaration générale sur la non-fourniture d'armes de destruction massive et d'éléments connexes à des acteurs non étatiques	X	La Bolivie ne prête aucun appui à des acteurs non étatiques. Par ailleurs, l'article 216 du Code pénal prévoit des peines privatives de liberté pouvant aller jusqu'à 10 ans pour quiconque commet des infractions consistant à mettre en danger la santé des personnes, à propager des maladies graves ou contagieuses susceptibles de provoquer des épidémies, à empoisonner ou à contaminer les eaux destinées à la consommation et à commercialiser des substances nocives pour la santé. S'agissant de l'environnement, l'article 113 de la loi n° 1333 prévoit des peines privatives de liberté pouvant aller jusqu'à 10 ans pour quiconque facilite le dépôt, l'introduction ou le transport de déchets toxiques, dangereux, radioactifs ou autres en provenance d'autres pays, participe à ces activités ou s'en rend complice.	Les informations relatives à cette question ont été fournies dans le premier rapport.
4	Convention sur les armes biologiques	X	30 octobre 1975	Mêmes observations que celles figurant dans le premier rapport
5	Convention sur les armes chimiques	X	Date de dépôt : 14 août 1998	Mêmes observations que celles figurant dans le premier rapport
6	Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires	X	Ratifié le 26 février 1970 par le Décret suprême n° 091120	Mêmes observations que celles figurant dans le premier rapport
7	Traité d'interdiction complète des essais nucléaires	X	Ratifié le 29 juillet 1999 par la loi n° 1988	
8	Convention sur la protection physique des matières nucléaires	X	Dépôt de l'instrument d'adhésion le 24 juillet	
9	Code de conduite de La Haye			Pas de signature, d'adhésion, de ratification ni d'entrée en

Votre pays a-t-il fait l'une des déclarations suivantes ou est-il partie à l'un des traités, conventions ou arrangements suivants?		Oui	Dans l'affirmative, veuillez préciser (signature, adhésion, ratification, entrée en vigueur, etc.)	Observations (on se reportera aux numéros de page de la version française du rapport ou au site Web officiel)
				vigueur
10	Protocole de Genève de 1925			Pas de signature, d'adhésion, de ratification ni d'entrée en vigueur
11	Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA)	X	Instrument signé le 26 octobre 1956 et ratifié le 28 novembre 1972.	
12	Zone exempte d'armes nucléaires/Protocole(s)	X	Traité de Tlatelolco signé le 14 février 1967 et ratifié le 30 décembre 1968	La Bolivie confirme sa vocation pacifique et son engagement en faveur du désarmement en vue de la création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Amérique latine.
13	Autres conventions et traités	X	<ul style="list-style-type: none"> – Déclaration conjointe relative à l'interdiction complète des armes chimiques et biologiques (Argentine, Brésil, Chili, Équateur, Paraguay et Uruguay) (Engagement de Mendoza, 5 septembre 1991) – Déclaration politique des États du MERCOSUR et des républiques d'Argentine, du Chili et de la Bolivie, par laquelle les États signataires s'engagent à promouvoir dans toutes les instances le plein respect et l'amélioration des instruments internationaux de lutte contre la prolifération des armes de destruction massive 	
14	Autres dispositifs			
15	Divers			

Paragraphe 2 – Armes biologiques

État : Bolivie

Date du rapport : 10 avril 2006

Votre pays s'est-il donné une législation interdisant à des particuliers ou à des entités de se livrer à l'une des activités suivantes? Les contrevenants sont-ils passibles de sanctions?		Cadre juridique national		Sanctions civiles et pénales ou autres		Observations
		Oui	Quels sont les textes applicables?	Oui	Quels sont les textes applicables?	Oui
1	Fabrication/production	X	Code pénal	X	L'article 216 du Code pénal prévoit des peines privatives de liberté pouvant aller jusqu'à 10 ans pour quiconque commet des infractions consistant à mettre en danger la santé des personnes, à propager des maladies graves ou contagieuses susceptibles de provoquer des épidémies, à empoisonner ou à contaminer les eaux destinées à la consommation et à commercialiser des substances nocives pour la santé.	
2	Acquisition	X	Code pénal Loi organique des Forces armées nationales (1405)	X	Idem L'alinéa p) de l'article 22 de la loi dispose que le Ministère de la défense nationale est chargé d'autoriser et de contrôler toute importation d'armes, de munitions et d'agents chimiques, bactériologiques et radiologiques et d'établir la réglementation correspondante, qui sera appliquée par la Direction du matériel de guerre.	
3	Possession	X	Code pénal Loi organique des Forces armées nationales (1405)	X	Idem	

Votre pays s'est-il donné une législation interdisant à des particuliers ou à des entités de se livrer à l'une des activités suivantes? Les contrevenants sont-ils passibles de sanctions?		Cadre juridique national		Sanctions civiles et pénales ou autres		Observations
		Oui	Quels sont les textes applicables?	Oui	Quels sont les textes applicables?	Oui
4	Constitution de stocks	X	Code pénal Loi organique des Forces armées nationales (1405)	X	Idem	
5	Recherche et développement	X	Code pénal Loi organique des Forces armées nationales (1405)	X	Idem	
6	Transport	X	Code pénal Loi organique des Forces armées nationales (1405)	X	Idem	
7	Transfert	X	Code pénal Loi organique des Forces armées nationales (1405)	X	Idem	
8	Utilisation	X	Code pénal Loi organique des Forces armées nationales (1405)	X	Idem	
9	Complicité des activités susmentionnées	X	Code pénal Loi organique des Forces armées nationales (1405)	X	Idem	
10	Assistance aux activités susmentionnées	X	Code pénal Loi organique des Forces armées nationales (1405)	X	Idem	
11	Financement des activités susmentionnées	X	Code pénal Loi organique des Forces armées nationales (1405)	X	Idem	
12	Activités susmentionnées concernant les vecteurs	X	Code pénal Loi organique des Forces armées nationales (1405)	X	Idem	
13	Participation d'acteurs non étatiques aux activités susmentionnées	X	Code pénal Loi organique des Forces armées nationales (1405)	X	Idem	
14	Divers					

Paragraphe 2 – Armes chimiques

État : Bolivie

Date du rapport : 10 avril 2006

Votre pays s'est-il donné une législation interdisant à des particuliers ou à des entités de se livrer à l'une des activités suivantes? Les contrevenants sont-ils passibles de sanctions?		Cadre juridique national		Sanctions civiles et pénales ou autres		Observations
		Oui	Quels sont les textes applicables?	Oui	Quels sont les textes applicables?	
1	Fabrication/production	X	Loi n° 1333 sur l'environnement		L'article 113 prévoit l'application de peines privatives de liberté pouvant aller jusqu'à 10 ans à quiconque facilite le dépôt, l'introduction et le transport sur le territoire national de déchets toxiques et dangereux, radioactifs ou autres, en provenance d'autres pays, participe à ces activités ou s'en rend complice.	
			Projet de loi relatif aux armes, aux munitions, aux explosifs et aux agents chimiques à double usage	X	Ce projet, qui a été adopté par la Commission de défense de la Chambre des députés et devrait l'être par celle-ci au cours de la présente législature, vise à améliorer sensiblement le contrôle de l'État sur toutes les opérations liées à l'acquisition, à l'enregistrement, à la détention, à l'utilisation, à la circulation et au transfert des articles en question et à définir les responsabilités de chacune des entités compétentes. Il tend également à faciliter l'application efficace, rigoureuse et transparente des conventions internationales pertinentes, conformément aux dispositions de la résolution 1540 (2004), qui enjoignent aux États de donner suite le plus efficacement possible à leurs engagements en matière d'armements.	

Votre pays s'est-il donné une législation interdisant à des particuliers ou à des entités de se livrer à l'une des activités suivantes? Les contrevenants sont-ils passibles de sanctions?		Cadre juridique national		Sanctions civiles et pénales ou autres		Observations
		Oui	Quels sont les textes applicables?	Oui	Quels sont les textes applicables?	
			Article 216 du Code pénal Loi organique des Forces armées nationales (1405) Art. 22, al. p)		Idem Idem	
2	Acquisition	X	Loi n° 1333 sur l'environnement Projet de loi relatif aux armes, aux munitions, aux explosifs et aux agents chimiques à double usage Article 216 du Code pénal Loi organique des Forces armées nationales (1405) Art. 22, al. p)	X	Idem Idem Idem Idem	
3	Possession	X	Loi n° 1333 sur l'environnement Projet de loi relatif aux armes, aux munitions, aux explosifs et aux agents chimiques à double usage Article 216 du Code pénal Loi organique des Forces armées nationales (1405) Art. 22, al. p)	X	Idem Idem Idem Idem	
4	Constitution de stocks	X	Loi n° 1333 sur l'environnement Projet de loi relatif aux armes, aux munitions, aux explosifs et aux agents chimiques à double usage Article 216 du Code pénal Loi organique des Forces armées nationales (1405) Art. 22, al. p)	X	Idem Idem Idem Idem	

Votre pays s'est-il donné une législation interdisant à des particuliers ou à des entités de se livrer à l'une des activités suivantes? Les contrevenants sont-ils passibles de sanctions?		Cadre juridique national		Sanctions civiles et pénales ou autres		Observations
		Oui	Quels sont les textes applicables?	Oui	Quels sont les textes applicables?	
5	Recherche et développement	X	Loi n° 1333 sur l'environnement Projet de loi relatif aux armes, aux munitions, aux explosifs et aux agents chimiques à double usage Article 216 du Code pénal Loi organique des Forces armées nationales (1405) Art. 22, al. p)	X	Idem Idem Idem Idem	
6	Transport	X	Loi n° 1333 sur l'environnement Projet de loi relatif aux armes, aux munitions, aux explosifs et aux agents chimiques à double usage Article 216 du Code pénal Loi organique des Forces armées nationales (1405) Art. 22, al. p)	X	Idem Idem Idem Idem	
7	Transfert	X	Loi n° 1333 sur l'environnement Projet de loi relatif aux armes, aux munitions, aux explosifs et aux agents chimiques à double usage Article 216 du Code pénal Loi organique des Forces armées nationales (1405) Art. 22, al. p)	X	Idem Idem Idem Idem	
8	Utilisation	X	Loi n° 1333 sur l'environnement Projet de loi relatif aux armes, aux munitions, aux explosifs et aux agents chimiques à double usage Article 216 du Code pénal	X	Idem Idem	

Votre pays s'est-il donné une législation interdisant à des particuliers ou à des entités de se livrer à l'une des activités suivantes? Les contrevenants sont-ils passibles de sanctions?		Cadre juridique national		Sanctions civiles et pénales ou autres		Observations
		Oui	Quels sont les textes applicables?	Oui	Quels sont les textes applicables?	
			Loi organique des Forces armées nationales (1405) Art. 22, al. p)		Idem Idem	
9	Complicité des activités susmentionnées	X	Loi n° 1333 sur l'environnement Projet de loi relatif aux armes, aux munitions, aux explosifs et aux agents chimiques à double usage Article 216 du Code pénal Loi organique des Forces armées nationales (1405) Art. 22, al. p)	X	Idem Idem Idem Idem	
10	Assistance aux activités susmentionnées	X	Loi n° 1333 sur l'environnement Projet de loi relatif aux armes, aux munitions, aux explosifs et aux agents chimiques à double usage Article 216 du Code pénal Loi organique des Forces armées nationales (1405) Art. 22, al. p)	X	Idem Idem Idem Idem	
11	Financement des activités susmentionnées	X	Loi n° 1333 sur l'environnement Projet de loi relatif aux armes, aux munitions, aux explosifs et aux agents chimiques à double usage Article 216 du Code pénal Loi organique des Forces armées nationales (1405) Art. 22, al. p)	X	Idem Idem Idem Idem	

Votre pays s'est-il donné une législation interdisant à des particuliers ou à des entités de se livrer à l'une des activités suivantes? Les contrevenants sont-ils passibles de sanctions?		Cadre juridique national		Sanctions civiles et pénales ou autres		Observations
		Oui	Quels sont les textes applicables?	Oui	Quels sont les textes applicables?	
12	Activités susmentionnées concernant les vecteurs	X	Loi n° 1333 sur l'environnement Projet de loi relatif aux armes, aux munitions, aux explosifs et aux agents chimiques à double usage Article 216 du Code pénal Loi organique des Forces armées nationales (1405) Art. 22, al. p)	X	Idem Idem Idem Idem	
13	Participation d'acteurs non étatiques aux activités susmentionnées	X	Loi n° 1333 sur l'environnement Projet de loi relatif aux armes, aux munitions, aux explosifs et aux agents chimiques à double usage Article 216 du Code pénal Loi organique des Forces armées nationales (1405) Art. 22, al. p)	X	Idem Idem Idem Idem	
14	Divers	X		X		Signature, le 14 janvier 1993, de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction; ratification par la loi n° 1870 du 15 juin 1998; entrée en vigueur le 13 septembre 1998. Dans le cadre de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, dont elle est membre, la Bolivie a adopté, le 25 mai 2004, le décret suprême n° 27520 portant création de l'Autorité nationale. Celle-ci est chargée d'élaborer les différents règlements relatifs à

Votre pays s'est-il donné une législation interdisant à des particuliers ou à des entités de se livrer à l'une des activités suivantes? Les contrevenants sont-ils passibles de sanctions?		Cadre juridique national		Sanctions civiles et pénales ou autres		Observations
		Oui	Quels sont les textes applicables?	Oui	Quels sont les textes applicables?	
						l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et à leur destruction, conformément à l'article VII intitulé « Mesures d'application nationales », de la Convention sur les armes chimiques.

Paragraphe 2 – Armes nucléaires

État : Bolivie

Date du rapport : 10 avril 2006

Votre pays s'est-il donné une législation interdisant à des particuliers ou à des entités de se livrer à l'une des activités suivantes? Les contrevenants sont-ils passibles de sanctions?		Cadre juridique national		Sanctions civiles et pénales ou autres		Observations
		Oui	Quels sont les textes applicables?	Oui	Quels sont les textes applicables?	
1	Fabrication/production					
2	Acquisition					
3	Possession					
4	Constitution de stocks					
5	Recherche et développement					
6	Transport					
7	Transfert					
8	Utilisation					
9	Complicité des activités susmentionnées					
10	Assistance aux activités susmentionnées					
11	Financement des activités susmentionnées					
12	Activités susmentionnées concernant les vecteurs					
13	Participation d'acteurs non étatiques aux activités susmentionnées					
14	Divers					

14

Paragraphe 3 a) et b) – Comptabilité, sécurité et protection des armes biologiques et des éléments connexes

État : Bolivie

Date du rapport : 10 avril 2006

Votre pays a-t-il adopté des mesures, dispositions ou lois pour comptabiliser, sécuriser et protéger les armes biologiques et les éléments connexes? Les contrevenants sont-ils passibles de sanctions?		Cadre juridique national		Sanctions civiles et pénales ou autres		Observations
		Oui	Quels sont les textes applicables?	Oui	Quels sont les textes applicables?	
1	Mesures de comptabilité au stade de la fabrication					La Bolivie ne fabrique pas d'armes biologiques.
2	Mesures de comptabilité au stade de l'utilisation					Idem
3	Mesures de comptabilité des stocks					Idem
4	Mesures de comptabilité lors du transport					Idem
5	Autres mesures de comptabilité					Idem
6	Mesures de sécurité au stade de la fabrication					Idem
7	Mesures de sécurité au stade de l'utilisation					Idem
8	Mesures de sécurité concernant les stocks					Idem
9	Mesures de sécurité lors du transport					Idem
10	Autres mesures de sécurité					Idem
11	Réglementation de la protection des installations, des matières et du transport					Idem
12	Habilitation des installations et du personnel aux fins du traitement des substances biologiques					Idem
13	Enquête d'habilitation					Idem

Votre pays a-t-il adopté des mesures, dispositions ou lois pour comptabiliser, sécuriser et protéger les armes biologiques et les éléments connexes? Les contrevenants sont-ils passibles de sanctions?		Cadre juridique national		Sanctions civiles et pénales ou autres		Observations
		Oui	Quels sont les textes applicables?	Oui	Quels sont les textes applicables?	
14	Mesures de comptabilité, de sécurisation et de protection des vecteurs					Idem
15	Réglementation concernant le génie génétique					Idem
16	Autres lois et règlements sur la sécurité et la protection des substances biologiques					Idem
17	Divers					Idem

16

Paragraphe 3 a) et b) – Comptabilité, sécurité et protection des armes chimiques et des éléments connexes

État : Bolivie

Date du rapport : 10 avril 2006

Votre pays a-t-il adopté des mesures, dispositions ou lois pour comptabiliser, sécuriser et protéger les armes chimiques et les éléments connexes? Les contrevenants sont-ils passibles de sanctions?		Cadre juridique national		Sanctions civiles et pénales ou autres		Observations
		Oui	Quels sont les textes applicables?	Oui	Quels sont les textes applicables?	
1	Mesures de comptabilité au stade de la fabrication					La Bolivie ne fabrique pas d'armes chimiques. Le Ministère de la défense dispose toutefois d'une liste des substances chimiques qui doivent être contrôlées par la Direction des matériels de guerre afin d'éviter qu'elles soient utilisées à des fins militaires. Cette liste est établie conformément aux listes 1, 2 et 3 de l'annexe à la Convention sur les armes chimiques.
2	Mesures de comptabilité au stade de l'utilisation					
3	Mesures de comptabilité des stocks					
4	Mesures de comptabilité lors du transport					
5	Autres mesures de comptabilité					
6	Mesures de sécurité au stade de la fabrication					
7	Mesures de sécurité au stade de l'utilisation					
8	Mesures de sécurité concernant les stocks					
9	Mesures de sécurité lors du transport					
10	Autres mesures de sécurité					

Votre pays a-t-il adopté des mesures, dispositions ou lois pour comptabiliser, sécuriser et protéger les armes chimiques et les éléments connexes? Les contrevenants sont-ils passibles de sanctions?		Cadre juridique national		Sanctions civiles et pénales ou autres		Observations
		Oui	Quels sont les textes applicables?	Oui	Quels sont les textes applicables?	
11	Réglementation de la protection des installations, des matières et du transport					
12	Habilitation des installations et entités, et autorisation de l'utilisation des produits chimiques					
13	Enquête d'habilitation					
14	Mesures de comptabilité, de sécurisation et de protection des vecteurs					
15	Autorité nationale de suivi de la Convention sur les armes chimiques	X	Autorité nationale : Direction exécutive, Secrétariat technique national		Loi n° 1870 du 15 juin 1998, entrée en vigueur le 13 septembre 1998, décret suprême n° 27520 du 25 mai 2004	
16	Déclaration à l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques des produits chimiques inscrits aux tableaux 1, 2 et 3 de la Convention	X	Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction	X	L'Autorité nationale est chargée de recueillir des données et des informations par le biais du Secrétariat technique national.	
17	Mesures de comptabilité, de sécurisation et de protection des armes chimiques anciennes		Non			La Bolivie n'a pas d'armes chimiques.
18	Autres lois et règlements sur le contrôle des produits chimiques	X	Projets de règlement			
19	Divers					

18

Paragraphe 3 a) et b) – Comptabilité, sécurité et protection des armes nucléaires et des éléments connexes

État : Bolivie

Date du rapport : 10 avril 2006

Votre pays a-t-il adopté des mesures, dispositions ou lois pour comptabiliser, sécuriser et protéger les armes chimiques et les éléments connexes? Les contrevenants sont-ils passibles de sanctions?		Cadre juridique national		Sanctions civiles et pénales ou autres		Observations
		Oui	Quels sont les textes applicables?	Oui	Quels sont les textes applicables?	
1	Mesures de comptabilité au stade de la fabrication		Non		Idem	La Bolivie n'a pas d'armes nucléaires.
2	Mesures de comptabilité au stade de l'utilisation		Non		Idem	
3	Mesures de comptabilité des stocks		Non		Idem	
4	Mesures de comptabilité lors du transport		Non		Idem	
5	Autres mesures de comptabilité		Non		Idem	
6	Mesures de sécurité au stade de la fabrication		Non		Idem	
7	Mesures de sécurité au stade de l'utilisation		Non		Idem	
8	Mesures de sécurité concernant les stocks		Non		Idem	
9	Mesures de sécurité lors du transport		Non		Idem	
10	Autres mesures de sécurité		Non		Idem	
11	Réglementation de la protection des installations, des matières et du transport		Non		Idem	
12	Habilitation des installations et entités, et autorisation de l'utilisation des matières nucléaires		Non		Idem	
13	Enquête d'habilitation		Non			

Votre pays a-t-il adopté des mesures, dispositions ou lois pour comptabiliser, sécuriser et protéger les armes chimiques et les éléments connexes? Les contrevenants sont-ils passibles de sanctions?		Cadre juridique national		Sanctions civiles et pénales ou autres		Observations
		Oui	Quels sont les textes applicables?	Oui	Quels sont les textes applicables?	
14	Mesures de comptabilité, de sécurisation et de protection des vecteurs		Non			
15	Autorité nationale de suivi de la réglementation		Non			
16	Accords de garanties de l'AIEA		Non			
17	Code de conduite de l'AIEA sur la sûreté et la sécurité des sources radioactives		Non			
18	Base de données de l'AIEA sur le trafic de matières nucléaires et autres sources radioactives		Non			
19	Autres accords intéressant l'AIEA		Non			
20	Autres lois et règlements sur les matières nucléaires, notamment pour l'application de la Convention sur la protection des matières nucléaires		Non			
21	Divers		Non			

Paragraphe 3 c) et d) et questions connexes évoquées aux paragraphes 6 et 10
– Contrôle des armes biologiques et des éléments connexes

État : Bolivie

Date du rapport : 10 avril 2006

Votre pays dispose-t-il des lois, règlements, mesures et organismes voulus pour la surveillance de ses frontières et le contrôle de l'exportation, de l'importation et autres transferts d'armes biologiques et d'éléments connexes? Les contrevenants sont-ils passibles de sanctions?		Cadre juridique national		Sanctions civiles et pénales, mesures de mise en œuvre, etc.		Observations
		Oui	Quels sont les textes applicables?	Oui	Quels sont les textes applicables?	
1	Surveillance des frontières	X			Le Service national des douanes effectue régulièrement des contrôles de tous les types de matériels, à l'entrée et à la sortie du territoire. Lorsque des irrégularités sont constatées, il prend les mesures voulues conformément aux dispositions légales.	
2	Moyens techniques prévus pour la surveillance des frontières	X			L'organisme de contrôle des opérations douanières travaille en collaboration avec le Service national des douanes.	
3	Contrôle du courtage, de la commercialisation, des négociations et de toute forme d'aide à la vente de biens et de technologies		Non		La Bolivie ne fabrique pas d'armes biologiques.	
4	Organismes et autorités de suivi		Non			
5	Législation relative au contrôle des exportations		Non		Idem	
6	Régime d'autorisation		Non		Idem	
7	Délivrance d'autorisations individuelles		Non		Idem	
8	Délivrance d'autorisations générales		Non			Idem

Votre pays dispose-t-il des lois, règlements, mesures et organismes voulus pour la surveillance de ses frontières et le contrôle de l'exportation, de l'importation et autres transferts d'armes biologiques et d'éléments connexes? Les contrevenants sont-ils passibles de sanctions?		Cadre juridique national		Sanctions civiles et pénales, mesures de mise en œuvre, etc.		Observations
		Oui	Quels sont les textes applicables?	Oui	Quels sont les textes applicables?	
9	Dérogations au régime d'autorisation		Non			Idem
10	Conditions de délivrance des autorisations/visas d'exportation		Non			Idem
11	Autorité nationale chargée de délivrer les autorisations		Non			Idem
12	Examen interministériel des autorisations		Non			Idem
13	Listes de contrôle		Non			Idem
14	Mise à jour des listes		Non			Idem
15	Mesures applicables aux technologies		Non			Idem
16	Mesures applicables aux vecteurs		Non			Idem
17	Contrôle des utilisateurs finals		Non			Idem
18	Clause attrape-tout		Non			Idem
19	Transferts immatériels		Non			Idem
20	Contrôle des biens en transit		Non			Idem
21	Contrôle des transbordements		Non			Idem
22	Contrôle des réexportations		Non			Idem
23	Contrôle des transferts de fonds		Non			Idem
24	Contrôle des services de transport		Non			Idem
25	Contrôle des importations		Non			Idem
26	Extraterritorialité		Non			Idem
27	Divers		Non			Idem

Paragraphe 3 c) et d) et questions connexes évoquées aux paragraphes 6 et 10
– Contrôle des armes chimiques et des éléments connexes

État : Bolivie

Date du rapport : 10 avril 2006

Votre pays dispose-t-il des lois, règlements, mesures et organismes voulus pour la surveillance de ses frontières et le contrôle de l'exportation, de l'importation et autres transferts d'armes chimiques et d'éléments connexes? Les contrevenants sont-ils passibles de sanctions?		Cadre juridique national		Sanctions civiles et pénales, mesures de mise en œuvre, etc.		Observations
		Oui	Quels sont les textes applicables?	Oui	Quels sont les textes applicables?	
1	Surveillance des frontières	X	1. – Code pénal 2. – Loi n° 1333 sur l'environnement 3. – Loi organique n° 1405 des Forces armées nationales	X	Article 216 du Code pénal Article 113 de la loi sur l'environnement Alinéa c) de l'article 22 de la loi organique des Forces armées nationales	L'Autorité nationale chargée de faire respecter l'interdiction des armes chimiques a été créée en vertu de la loi n° 1870 du 15 juin 1998 et du décret suprême n° 27520. Le Secrétariat technique national, qui en relève, élabore actuellement la législation sur les armes chimiques, conformément à l'article VII de la Convention, avec l'appui du Service national des douanes, de la Police nationale et du Service national de la protection phytosanitaire et de la sécurité alimentaire (SENASAG), sous la direction du Vice-Ministère de la défense nationale.
2	Moyens techniques prévus pour la surveillance des frontières	X				Service national des douanes, Organisme de contrôle des opérations douanières, Forces spéciales de lutte contre le trafic de stupéfiants et Service du matériel de guerre du Ministère de la défense nationale.
3	Contrôle du courtage, de la commercialisation, des négociations et de toute forme d'aide à la vente de biens et de technologies		Non			La Bolivie n'a pas d'armes chimiques et ne dispose pas des technologies y relatives.

	Votre pays dispose-t-il des lois, règlements, mesures et organismes voulus pour la surveillance de ses frontières et le contrôle de l'exportation, de l'importation et autres transferts d'armes chimiques et d'éléments connexes? Les contrevenants sont-ils passibles de sanctions?	Cadre juridique national		Sanctions civiles et pénales, mesures de mise en œuvre, etc.		Observations
		Oui	Quels sont les textes applicables?	Oui	Quels sont les textes applicables?	
4	Organismes et autorités de suivi		Non			Idem
5	Législation relative au contrôle des exportations	X		X		Conformément au point 1.
6	Régime d'autorisation	X		X		Idem
7	Délivrance d'autorisations individuelles	X		X		Idem
8	Délivrance d'autorisations générales	X		X		Idem
9	Déroptions au régime d'autorisation	X		X		Idem
10	Conditions de délivrance des autorisations/visas d'exportation	X		X		Idem
11	Autorité nationale chargée de délivrer les autorisations	X		X		Idem
12	Examen interministériel des autorisations	X		X		Idem
13	Listes de contrôle	X		X		Idem
14	Mise à jour des listes	X		X		Idem
15	Mesures applicables aux technologies	X		X		Idem
16	Mesures applicables aux vecteurs	X		X		Idem
17	Contrôle des utilisateurs finals	X		X		Idem
18	Clause attrape-tout	X		X		Idem
19	Transferts immatériels	X		X		Idem
20	Contrôle des biens en transit	X		X		Idem
21	Contrôle des transbordements	X		X		Idem
22	Contrôle des réexportations	X		X		Idem
23	Contrôle des transferts de fonds	X		X		Idem

Votre pays dispose-t-il des lois, règlements, mesures et organismes voulus pour la surveillance de ses frontières et le contrôle de l'exportation, de l'importation et autres transferts d'armes chimiques et d'éléments connexes? Les contrevenants sont-ils passibles de sanctions?		Cadre juridique national		Sanctions civiles et pénales, mesures de mise en œuvre, etc.		Observations
		Oui	Quels sont les textes applicables?	Oui	Quels sont les textes applicables?	
24	Contrôle des services de transport	X		X		Idem
25	Contrôle des importations	X		X		Idem
26	Extraterritorialité	X		X		Idem
27	Divers	X		X		Idem

Paragraphe 3 c) et d) et questions connexes évoquées aux paragraphes 6 et 10
– Contrôle des armes nucléaires et des éléments connexes

État : Bolivie

Date du rapport : 10 avril 2006

Votre pays dispose-t-il des lois, règlements, mesures et organismes voulus pour la surveillance de ses frontières et le contrôle de l'exportation, de l'importation et autres transferts d'armes nucléaires et d'éléments connexes? Les contrevenants sont-ils passibles de sanctions?		Cadre juridique national		Sanctions civiles et pénales, mesures de mise en œuvre, etc.		Observations
		Oui	Quels sont les textes applicables?	Oui	Quels sont les textes applicables?	
1	Surveillance des frontières					Les organismes indiqués au point 1 du tableau précédent sur les armes chimiques contrôlent tous les types de matériels à l'entrée et à la sortie du territoire. La Bolivie n'a pas d'armes nucléaires et ne dispose pas des technologies y relatives.
2	Moyens techniques prévus pour la surveillance des frontières		Non			Idem
3	Contrôle du courtage, de la commercialisation, des négociations et de toute forme d'aide à la vente de biens et de technologies		Non			Idem
4	Organismes et autorités de suivi	X	Institut bolivien des sciences et technologies nucléaires			Idem
5	Législation relative au contrôle des exportations		Non			Idem
6	Régime d'autorisation		Non			Idem
7	Délivrance d'autorisations individuelles		Non			Idem
8	Délivrance d'autorisations générales		Non			Idem
9	Déroations au régime d'autorisation		Non			Idem

Votre pays dispose-t-il des lois, règlements, mesures et organismes voulus pour la surveillance de ses frontières et le contrôle de l'exportation, de l'importation et autres transferts d'armes nucléaires et d'éléments connexes? Les contrevenants sont-ils passibles de sanctions?		Cadre juridique national		Sanctions civiles et pénales, mesures de mise en œuvre, etc.		Observations
		Oui	Quels sont les textes applicables?	Oui	Quels sont les textes applicables?	
10	Conditions de délivrance des autorisations/visas d'exportation		Non			Idem
11	Autorité nationale chargée de délivrer les autorisations		Non			Idem
12	Examen interministériel des autorisations		Non			Idem
13	Listes de contrôle		Non			Idem
14	Mise à jour des listes		Non			Idem
15	Mesures applicables aux technologies		Non			Idem
16	Mesures applicables aux vecteurs		Non			Idem
17	Contrôle des utilisateurs finals		Non			Idem
18	Clause attrape-tout		Non			Idem
19	Transferts immatériels		Non			Idem
20	Contrôle des biens en transit		Non			Idem
21	Contrôle des transbordements		Non			Idem
22	Contrôle des réexportations		Non			Idem
23	Contrôle des transferts de fonds		Non			Idem
24	Contrôle des services de transport		Non			Idem
25	Contrôle des importations		Non			Idem
26	Extraterritorialité		Non			Idem
27	Divers					Dans le domaine du nucléaire, la Bolivie a adhéré aux traités suivants : – Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires;

<p>Votre pays dispose-t-il des lois, règlements, mesures et organismes voulus pour la surveillance de ses frontières et le contrôle de l'exportation, de l'importation et autres transferts d'armes nucléaires et d'éléments connexes? Les contrevenants sont-ils passibles de sanctions?</p>	Cadre juridique national		Sanctions civiles et pénales, mesures de mise en œuvre, etc.		Observations
	Oui	Quels sont les textes applicables?	Oui	Quels sont les textes applicables?	
					<p>– Traité d'interdiction complète des essais nucléaires;</p> <p>– Convention sur la protection physique des matières nucléaires.</p> <p>La Bolivie applique ces traités dans toute la mesure possible de ses possibilités.</p>

Paragraphe 6, 7 et 8 d) – Listes de contrôle, assistance, information

État : Bolivie

Date du rapport : 10 avril 2006

Pouvez-vous apporter des précisions sur les points suivants?		Oui		Observations
1	Listes de contrôle (biens, matériels, matières et technologies)	X	Adoptée par la Bolivie le 14 janvier 1993, en application de la Convention sur les armes chimiques	
2	Autres listes de contrôle			
3	Assistance offerte	X	Offre une assistance pour les inspections.	
4	Assistance demandée	X	<p>1. Demande une assistance aux fins d'élaborer des normes juridiques.</p> <p>2. A besoin d'une assistance pour former les fonctionnaires des forces armées, de la police, du service des douanes et des entreprises nationales.</p> <p>3. A besoin d'un financement pour acquérir des matériels de contrôle et de détection des armes de destruction massive.</p> <p>4. A besoin d'une assistance pour la mise en place de laboratoires de contrôle de la pollution et des déchets toxiques.</p> <p>5. A besoin d'une assistance pour assurer le fonctionnement des services chargés de contrôler et de superviser les armes de destruction massive.</p>	
5	Programmes d'assistance bilatéraux, plurilatéraux ou multilatéraux	X	<p>1. A reçu un ordinateur et une imprimante de l'Organisation internationale pour l'interdiction des armes chimiques.</p> <p>2. Voyage à Lima, à l'occasion de la deuxième session sur les législations nationales et la Convention sur les armes chimiques, organisée les 24 et 25 avril 2006 par l'Organisation internationale pour l'interdiction des armes chimiques</p> <p>3. Voyage à Mexico, à l'occasion de la septième Réunion régionale des autorités nationales d'Amérique latine et des</p>	

Pouvez-vous apporter des précisions sur les points suivants?		Oui		Observations
			<p>Caraïbes, organisée les 22 et 23 mai 2006 par l'Organisation internationale pour l'interdiction des armes chimiques</p> <p>4. Voyage à Montevideo, à l'occasion du Séminaire régional sur la détection du trafic de matières nucléaires et la lutte contre ce trafic, organisé du 8 au 11 mai 2006 par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA)</p>	
6	Information des industriels	X	Séminaire prévu pour le deuxième semestre de la période considérée à l'intention des entreprises et des industries utilisant des substances et des précurseurs chimiques comme matière première	
7	Information du public	X	Il est prévu d'organiser un atelier-séminaire à l'intention des instituts militaires en vue de leur faire connaître les activités menées par le Secrétariat technique durant la période considérée.	